



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

EN FRANCE COMME EN ALGÉRIE

« SYSTÈME DÉGAGE ! »

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 21 MARS 2019

Le week-end dernier, les mobilisations des Gilets jaunes et pour le climat ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes : la réponse populaire à la mascarade du « Grand débat » qui vient de s'achever. Revenu d'urgence de son escapade au ski, Macron a tenté d'opposer la « foule haineuse » des Gilets jaunes aux braves écologistes qui défendent le climat.

Pourtant, partout en France, les mobilisations ont convergé derrière des slogans contre ce gouvernement au service des grands groupes capitalistes qui exploitent à la fois les travailleurs et la nature.

Et sans être la déferlante qu'il faudrait pour changer le rapport de forces, la grève du 19 mars y a ajouté un élément capital : la mobilisation du monde travail, particulièrement forte chez les enseignants du primaire.

LA VIOLENCE DES RICHES

En France, les sociétés du CAC 40 ont réalisé 91 milliards d'euros de profits en 2018... tandis que 8,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté et que 3 millions n'ont même plus les moyens de conserver une hygiène correcte !

Mais alors que les politiciens et les médias au service des puissants se moquent de la casse des services publics dans les campagnes et les quartiers populaires, les mêmes s'indignent aujourd'hui de l'incendie du Fouquet's et appellent à une action immédiate du gouvernement.

Et dès lundi, le premier ministre a annoncé un nouveau durcissement de son arsenal visant à interdire le droit de manifester, encourageant les forces de l'ordre à renforcer l'utilisation des Lanceurs de Balles de Défense (LBD) qui ont déjà éborgné vingt-deux Gilets jaunes.

Imaginons le même empressement à propos des problèmes que les Gilets jaunes, verts ou rouges ont soulevés. Un plan d'urgence pour interdire les licenciements dans les grands groupes, à commencer par les 15.000 emplois que les patrons de l'automobile s'approprient à supprimer au prétexte de la fin du diesel. Pour organiser un accueil digne aux milliers de migrants qui fuient les guerres et la

misère, mais meurent en Méditerranée. Pour les habitants des quartiers populaires ou des campagnes sinistrées qui ne peuvent plus accéder aux services publics.

Mais, face à ces questions de survie pour la majorité la plus pauvre, pour Macron, y'a pas le feu.

« FIN DU MONDE, FIN DU MOIS, MÊME COMBAT »

À l'initiative des jeunes, un nouveau front s'est ouvert : un million dans le monde, dont plus de 160 000 en France, ont manifesté vendredi dernier pour dénoncer le saccage de l'environnement et l'inaction des gouvernements. Le lendemain, samedi 16 mars, des centaines de milliers sont redescendus dans la rue, contre les responsables du changement climatique.

Deux ministres de Macron se sont joints aux manifestations du vendredi,

le temps de faire quelques selfies. Mais ces tentatives minables de récupération ne feront pas oublier que là encore, c'est le gouvernement qui est sur le banc des accusés. Le soir même, la majorité macroniste de l'Assemblée adoptait un amendement pour permettre aux grands groupes de la chimie de produire des pesticides dangereux jusqu'en 2025. Au-delà du symbole, c'est toute la politique de Macron qui est anti-écologiste. Parce qu'on ne peut pas concilier la protection de l'environnement et la loi du profit.

EN FRANCE AUSSI, POUR GAGNER, LA NÉCESSITÉ D'UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE

La mobilisation en Algérie montre la voie : des mobilisations de masse, et une grève générale qui en s'étendant à des secteurs clefs de l'économie, a arraché en deux jours un recul du pouvoir sur le 5^e mandat de Bouteflika, même s'il tente de garder la main, sans céder aux revendications des algérien.ne.s

En France aussi, pour faire céder patronat et gouvernement, il est maintenant indispensable que le formidable mouvement de contestation et de révolte sociale des Gilets jaunes gagne les entreprises et s'étende à tous les lieux de travail avec l'objectif de paralyser totalement le fonctionnement de l'économie.



ÉTAT D'URGENCE

POUR LA FILIÈRE AUTOMOBILE DIESEL !

Selon les estimations fournies par les constructeurs automobiles eux-mêmes, sur un total de 37.500 salariés dans cette filière, de 10.000 à 15.000 emplois sont menacés, dont 5.500 à court terme. Une usine, celle de Bosch à Rodez, est dès maintenant en panne d'activités. Mais l'usine de Cléon, qui fabrique essentiellement du diesel, est également dans le collimateur.

Aucune ambiguïté : les responsables de cette situation sont les constructeurs automobiles et les gouvernements, et en particulier les français. Alors que les dangers des émanations de particules fines des motorisations diesel étaient depuis longtemps dénoncés par l'Organisation Mondiale de la Santé et de nombreuses ONG, la population a été incitée à acheter des véhicules diesel.

La garantie de l'emploi pour tous est un préalable non négociable à la reconversion inéluctable de la filière diesel. Elle ne pourra être obtenue que par une mobilisation d'ensemble. Aux provocateurs pollueurs de payer !

GHOSN-PELATA :

PETITS MEURTRES ENTRE AMIS

Le 13 mars, sur le plateau de BFM Business, l'ancien directeur général du groupe Renault s'est exprimé sur les malversations et abus de confiance dont est actuellement soupçonné Carlos Ghosn. Ce dernier a dénoncé un « complot » de Nissan pour le faire tomber.

Mais pour Pelata « toute l'histoire de la théorie du complot est bidon ». Au passage, il en profite pour dire que concernant le système Ghosn, tout le monde savait. Coup de pied de l'âne de celui qui a été longtemps le bras droit de Ghosn, avec qui il avait décidé en 2008 de supprimer 6.000 emplois chez Renault, avant de servir de fusible en 2011, dans la soi-disant affaire des « espions ».

Mais pour des gens comme Pelata, limogeage ne signifie pas chômage de longue durée. Il est à la tête de la société de conseil « Meta Consulting » qu'il a fondée, et par ailleurs, il siège au conseil d'administration de Safran (aéronautique) et Orano (recyclage de déchets nucléaires), avant d'être en plus chargé en 2018, par Macron, d'un rapport sur la voiture autonome et les nouvelles mobilités.

RETRAITES : LE VRAI PROBLÈME

DÉPASSE LA QUESTION DE L'ÂGE LÉGAL

Faut-il reculer l'âge légal à partir duquel on peut partir à la retraite sans décote (actuellement 62 ans) ? Pas hostile à l'idée, dimanche dernier, la ministre de la santé Agnès Buzin a finalement fait machine arrière depuis.

Et si tout cela n'était que de l'enfumage. Il est en effet possible de reculer l'âge « effectif » de départ à la retraite, sans toucher à ce seuil légal. Déjà, avec les réformes précédentes, un jeune né après 1973, commençant à travailler à 22 ans, devra accumuler 43 ans de cotisations. Impossible pour lui de partir en retraite avant l'âge de 65 ans !

Avec la réforme Macron chaque personne en activité accumulera des points. Mais chaque année, la

valeur du point sera recalculée afin d'assurer l'équilibre entre les ressources en cotisations et les pensions de retraite à verser. Il suffira donc de diminuer la valeur du point pour diminuer le montant des pensions. Plus besoin alors de reculer l'âge légal de départ à la retraite. Ce sont les futurs retraités eux-mêmes qui décideront de travailler plus longtemps pour atteindre le niveau de pension souhaité.

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE ALGÉRIEN DANS SA LUTTE

- Pour sa dignité
- Contre la prolongation de du 4ème mandat de Bouteflika
- Pour son départ immédiat
- Pour la fin du système
- Pour une assemblée constituante

**Rassemblement Dimanche 24 mars - 15h
Station Théâtre des Arts - Rouen droite**

Soutenu par: ASTI de Petit-Quevilly, Gauche révolutionnaire, NPA, TAFSUT, Comité Mouvement pour la paix, FI, PCF Rouen, Ensemble, AFPS, AHSETI, RSM, Association Djazaïr...

Réunion Publique Mercredi 27 mars à 20 h Mairie Annexe St Sever - Rouen (Centre commercial et Métro St Sever) Le peuple algérien est en mouvement...

Bouteflika a annoncé son retrait... mais il reste président ! La présidentielle est reportée, et la promesse d'une deuxième république et d'une nouvelle constitution peuvent servir de replâtrage du pouvoir, sans véritable progrès démocratique.

Le danger d'une accélération des réformes libérales voulues par des secteurs de la bourgeoisie et de l'armée, poussés par les puissances impérialistes, est réel. Le salut que vient d'adresser Macron à Bouteflika est révélateur : les grandes puissances, France en tête, portent une lourde responsabilité dans la situation économique et sociale de l'Algérie.

Pour les masses en action, les travailleurs, les femmes, les jeunes, il s'agit de continuer le mouvement afin d'obtenir le départ immédiat de Bouteflika, d'imposer une véritable assemblée constituante sur la base de délégué.e.s élus dans le cadre de la mobilisation, de son auto-organisation, de la grève de masse en cours.

Comment pourrions-nous contribuer à la réussite de ce moment historique ?

**Avec les témoignages d'un militant
ayant participé aux manifestations en Algérie
et de Kamel AISSAT, militant du PST d'Algérie**

**Venez en débattre
avec les militant.e.s du NPA**